

TURQUIE : L'ATTENTE INUTILE

D'ici dix ou quinze ans, son adhésion à l'Union Européenne est assurée

L'Europe des 25 a placé la Turquie sur sa liste d'attente.



C'était bien inutile puisqu'on sait d'avance que, passé ce délai, il sera très difficile de rejeter plus de 60 millions de Turcs de l'autre côté de la frontière qui sépare l'Europe de l'Asie. L'adhésion peut être considérée comme acquise à terme et dès aujourd'hui, l'affaire est entendue. Il apparaît presque inutile et dérisoire d'entrer dans le détail des motifs pour lesquels la Turquie n'a aucune qualification pour s'intégrer dans une union aussi éloignée de l'idée qui avait présidé à sa création. Les portes aujourd'hui grandes ouvertes balayent ces objections, sauf à admettre ouvertement que l'idée d'une Europe laïque dominée par la liberté et la tolérance n'est plus le fondement de l'union que nous voulons construire.

Dans ce cas, on se trouve en présence d'une contradiction de la part du club des pays chrétiens l'Allemagne d'Angéla Merkel, la Pologne, l'Italie, l'Espagne, qui militent pour l'adhésion de la Turquie, pays musulman. Comment ce club chrétien peut-il concevoir que les valeurs qu'il défend sont compatibles ou même puissent coexister avec le double langage d'une société laïque gouvernée par des musulmans religieux malgré les réformes d'Ataturk dont l'héritage s'est dilué dans les particularismes de la société turque traditionnelle. Une minorité en milieu urbain les a abandonnés mais ils perdurent en milieu rural, tels que les crimes d'honneur, ou la condition humiliante des femmes. Le gouvernement turc de ce début de 21ème siècle s'est certes attelé courageusement à moderniser son arsenal juridique pour le rendre plus présentable. Cependant, contrairement à ce qu'affirmait récemment le Premier ministre Erdogan devant l'Assemblée européenne, son gouvernement est loin d'en avoir terminé avec la puissance de l'Armée et ses interférences dans la politique, pas plus qu'avec le traitement dégradant des prisonniers, la peine de mort et les Droits de l'Homme. Il n'est pas encore prêt à faire la paix avec son histoire, considérant que le génocide arménien n'est qu'un détail ou même, malgré les évidences filmées qu'il n'a jamais eu lieu. Plus récemment, son refus de reconnaître l'un des membres de l'Union Européenne où il souhaite entrer, la République de Chypre, amputée au nord par une invasion et une occupation de l'armée turque, illégale au regard du Droit International, disqualifie ce pays.

Une telle adhésion est contraire au devenir de l'Europe. Il est vrai que l'on n'a pas défini avec suffisamment de clarté ce que l'on attend d'une Union Européenne à qui on a donné un contenu économique, voire culturel mais à qui on vient de refuser toute existence politique. Comment faire fonctionner une Europe sans véritable contenu politique : cela tient du grand écart. D'autres pays dans le monde, comme la Chine, maintiennent un cloisonnement entre l'« économique » et le « politique », mais à quel prix ? Pour l'Europe, c'est clair, l'Europe s'achemine vers une non Europe dont la voie a été tracée par le non de la France et des Pays Bas à la constitution. Alors pourquoi ne pas faire adhérer la Turquie tout de suite ? Il n'y aurait rien de changé.

Jean-Claude Courdy